

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19159 - 74ÈME ANNÉE

## Californie : la population appelée à évacuer en raison du manque d'adaptation au changement climatique

### Quelles mesures de protection pour les Réunionnais menacés par la montée du niveau de la mer ?

**Le climat a changé en Californie, et faute de mesures d'adaptation suffisamment efficaces, les autorités appellent la population à évacuer. Les incendies en Californie sont une conséquence du changement climatique. La Réunion est aussi concernée par ce phénomène mondial qui se traduit par la montée du niveau de la mer et le rapprochement de la zone d'évolution des cyclones tropicaux très intenses de nos côtes. Cela ne peut qu'avoir des répercussions sur l'aménagement du littoral, à moins de vouloir faire croire que La Réunion sera le seul pays au monde à ne pas être concerné par le changement climatique.**

**L**a sécheresse installée en Californie a eu de dramatiques conséquences ces derniers jours, avec au moins 30 morts. 250.000 personnes ont été évacuées. Les services de secours et les autorités reconnaissent qu'elles sont dépassées et qu'elle n'arrivent plus à protéger la population des flammes. « Il y a 10 ou 20 ans, vous restiez dans vos maisons quand il y avait un incendie et vous étiez capables de les protéger », reconnaît le chef des pompiers du comté de Ventura, Mark Lawrenson, « les choses ne sont plus ce qu'elles étaient. Le taux de propagation est exponentiellement supérieur à ce qu'il était. Je vous en prie, tenez compte des ordres d'évacuation. Ne restez pas chez vous », a-t-il lancé.

« Ce n'est pas une nouvelle normalité, ceci est une nouvelle anormalité. Et cette nouvelle anormalité va se poursuivre, sans doute dans les 10 à 15 ou 20 ans », a ajouté le gouverneur de Californie, Jerry Brown, « malheureusement, la meilleure science nous dit que la sécheresse, la chaleur, toutes ces choses vont s'intensifier ».

lité. Et cette nouvelle anormalité va se poursuivre, sans doute dans les 10 à 15 ou 20 ans », a ajouté le gouverneur de Californie, Jerry Brown, « malheureusement, la meilleure science nous dit que la sécheresse, la chaleur, toutes ces choses vont s'intensifier ».

#### Des choix politiques

De tels incendies sont une des conséquences de périodes de sécheresse exceptionnelles. C'est un des effets du changement climatique en Californie. Cette région des États-Unis est sujette habituellement à un climat méditerranéen. Mais le réchauffement de la température d'un degré depuis l'époque préindustrielle a remis cela en cause. Il a suffi de cette variation pour que le climat en Californie ne soit plus le même. Cette dynamique est enclenchée, et l'évolution est encore loin d'être terminée. Elle est due aux émissions de gaz à effet de serre provoquées principalement par l'utilisation du charbon, du gaz naturel et de produits dérivés du charbon.

C'est pour tenter de limiter les effets du changement climatique qu'a été signé l'Accord de Paris lors de la COP21 en 2015. Cet Accord a été ratifié en novembre 2016, il doit donc s'appliquer à tous. Or, l'élection de Donald Trump a eu pour conséquence le retrait des États-Unis de cet ac-

cord. Ce pays est le principal pollueur historique de l'atmosphère, et il contribue encore significativement au changement climatique en étant le principal producteur de pétrole du monde, et le second émetteur de gaz à effet de serre au monde. Par habitant, les émissions sont d'ailleurs plusieurs fois plus importantes aux États-Unis qu'en Chine.

La décision du président des États-Unis a relancé la production de charbon, et soutenu l'exploitation d'hydrocarbures à partir du schiste. Le pétrole extrait de cette roche est en effet une alternative aux importations à partir du moment où son coût de production est inférieur à celui du pétrole.

#### Et à La Réunion ?

Devant l'évolution du climat, les autorités du pays le plus riche du monde avouent leur impuissance devant un phénomène qu'elles ont contribué à créer. Les moyens pour protéger la population n'ont pas suivi l'accélération de cette crise environnementale. La seule issue reste alors de demander aux familles menacées d'évacuer.

Ce sont donc des villes entières qui sont appelées à être vidées de leurs habitants. Devant la répétition d'un tel risque se pose forcément la question de savoir s'il sera possible de revenir habiter dans les villes qui ont été ravagées par les flammes.

Le changement climatique est un phénomène qui n'a pas de frontière et qui se manifeste sous plusieurs formes. À La Réunion, la sécheresse peut avoir des effets sur l'accès à la ressource en eau. Notre île est également concernée par le rapprochement de la zone d'évolution des cyclones tropicaux très intenses, ainsi que par la montée du niveau de la mer. Ceci vise

particulièrement les régions littorales qui sont les plus peuplées. C'est précisément là où se situe le plus grand danger que des pouvoirs publics ont décidé d'implanter le plus important investissement : la route en mer. Pourra-t-elle résister à un cyclone tropical très intense ? Quel sera l'impact d'un niveau de la mer plus élevé que dans la prévision sur la-

quelle s'appuie sa conception ? Quelle sera sa durée de vie ? Autant de questions qui rappellent l'importance d'une étude technique et financière pour savoir si ce projet est réaliste.

*M.M.*

## Précisions sur le 11 novembre et le lazaret de la Grande Chaloupe

Non, hier (dimanche-NDLR) nous n'étions pas réunis pour célébrer la fin de l'engagisme mais commémorer la mémoire des ancêtres engagés.

Non le 11 novembre ne marque pas la fin de l'engagisme, ce serait nier la vie et l'existence de milliers de Mozambicains, Mahorais, Comoriens, Chinois, Malgaches et Rodriguais qui ont débarqué après cette date et qui ont trimé dans les champs de cannes, la domesticité ou les usines jusqu'à la fin des années 1930, y compris d'ailleurs des femmes et des hommes d'origine indienne. A la fin des années 1930, ils changent de statut mais les documents conservés aux archives départementales montrent bien le suivi de ces mêmes travailleurs par les propriétaires jusque dans les années 1960.

Quel est le sens de ce 11 novembre : historiquement c'est la date de la suspension de l'émigration indienne sous contrat. Rapidement cela veut dire que l'Angleterre, qui a autorisé la venue de travailleurs sujets britanniques dit stop à cette venue, car les contrats ne sont pas respectés, et demande une large réflexion avant d'autoriser à nouveau la venue des travailleurs indiens. Donc cette date marque l'arrêt de l'arrivée des Indiens engagés mais en aucun cas l'arrêt de l'engagisme. C'est une différence fondamentale. L'engagisme continue jusqu'au 1er tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Les derniers sont les Rodriguais ce dont témoignait hier Mme Perrine dont la

mère est arrivée en 1933 à l'âge de 12 ans et dont le mari est arrivé à l'âge de 11 mois avec ses parents.

Le 11 novembre est un moment consensuel où tous les Réunionnais se retrouvent pour célébrer la mémoire de tous les engagés. La Fédération tamoule qui a mis en place cette commémoration a évolué vers cette Journée à la Mémoire des engagés.

De plus, [dimanche] c'était aussi le moment de commémorer la venue des 1er engagés du sucre, sur la Turquoise en 1828, ces 15 premiers Télingas, venus expérimenter l'engagisme alors que l'esclavage n'est pas aboli.

Les travaux sur l'engagisme datant de plus d'un demi siècle dans le monde et d'au moins 40 ans à La Réunion, nombre d'ouvrages ayant été publiés, nombre de colloques y étant consacrés dont deux cette année, nous pensions que les dates et leur signification étaient acquises. Les élèves qui ont présenté hier un remarquable travail sur les carnets de voyage, sont eux, au fait des grandes dates de l'engagisme à la Réunion.

Par ailleurs, la sauvegarde, la mise en valeur et les différentes restaurations entreprises par le Conseil départemental depuis une dizaine d'années sur ce site alors totalement abandonné et qui servait de dépôt pour les filets de la Route du littoral montrent bien la prise en compte par la collectivité de la dimension patrimoniale du lazaret de La Grande Chaloupe. Ce Lazaret est le monument à la mémoire des engagés. Et, l'Association Tamij

Sangam a déjà érigé une stèle mémorielle sur le cimetière du lazaret n°1.

Par contre, il est urgent, étant donné les ambitions affichées de mieux faire connaître cette histoire, d'intégrer ce site dans un parcours mémoriel et touristique de réfléchir à comment organiser l'espace alentour pour accueillir un centre de documentation, d'exposition, un lieu où les élèves pourraient travailler confortablement à la connaissance de leur passé, sans compter les aménagements nécessaires pour garer, bus et voiture. D'aménager l'accessibilité à la mer pour que tout le monde puisse voir les cérémonies du souvenir. Ce qui n'est réservé qu'à un très petit nombre aujourd'hui.

Ce serait là la vraie marque de la reconnaissance de l'existence de ces hommes et de ces femmes.

Ces Journées d'études qui réunissaient des chercheurs spécialisés chacun dans leur domaine sur l'engagisme étaient justement destinées, au-delà des étudiants, à toucher le public curieux et intéressé, souvent en quête d'informations pour retracer la route de leurs ancêtres. Toutes les interventions vont être publiées.

*Michèle Marimoutou Oberlé*

## Edito

# Réduire les moyens de l'éducation, c'est maintenir les inégalités

**H**ier, une grève a touché l'Éducation nationale. Elle est le résultat de la mobilisation d'une intersyndicale contre la politique du gouvernement. Ce dernier prévoit en effet de réduire les effectifs et de modifier les programmes en lycée professionnel en baissant le temps consacré à l'enseignement général. La Réunion est également visée par ces mesures.

La diminution des moyens accordés à l'enseignement ne va pas dans le sens de la lutte contre l'échec scolaire, estiment les syndicats. Or à La Réunion, le taux de chômage des jeunes sortis de l'école sans diplôme est extrêmement important, il dépasse 60 %. La conséquence de l'application de la politique d'austérité dans l'enseignement, c'est donc un renforcement de la précarité pour les jeunes.

Cette réduction des moyens s'inscrit dans une vaste offensive contre le service public. Financé par l'impôt, ce service public est un rempart contre les inégalités. Mais c'est précisément ce rempart que le gouvernement veut faire tomber. Il se fait ainsi le soutien du maintien de ces inégalités, afin de figer la société dans son état actuel. En effet, les plus riches pourront toujours payer pour accéder à des services qui ne seront plus rendus par la puissance publique. Ils le pourront d'autant plus que le gouvernement mène une politique visant à diminuer les impôts de la classe la plus favorisée par le système.

*J.B.*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Nout mémwar, nout kiltir

# Une plaque pour la Reine Ranavalona III, victime des colonialistes français



L'inauguration de la plaque en hommage à la reine malgache Ranavalona III.

L'association réunionnaise MIARO, présidée par Honoré Rabesahala, a invité la population ce samedi 10 novembre « à un devoir de mémoire » : l'inauguration d'une plaque d'information historique en hommage à la reine malgache Ranavalona III, victime de la répression menée par l'État colonial français. Cela s'est passé à Saint-Denis, au boulevard Lacaussade, en face de la maison Ponama (entre l'Hôtel de Ville et le pont Vinh-San, au-dessus de la rivière Saint-Denis).

Cette inauguration a été organisée par MIARO ("Nout zansèt nout fors") afin de « rappeler la colonisation de Madagascar à partir de La Réunion et l'exil de la Reine Ranavalona III à Saint-Denis à partir

du 14 mars 1897, avant un départ définitif pour Alger en novembre 1898, où elle mourra à 56 ans ». Ce fut « aussi le moment de réfléchir au cas typique de la colonisation française à Madagascar, où un certain Joseph Gallieni a mis au point une stratégie très efficace de « po-

litique des races », érigée en décret de gouvernance pour monter les nombreux groupes ethniques les uns contre les autres et tenter de briser toute velléité de résistance et contestation ».

Cette cérémonie très émouvante fut aussi l'occasion de présenter le livre très intéressant rédigé par Jean-Claude Legros, chef de projet de MIARO, au sujet de la « biographie d'une reine contrainte à l'exil », intitulé "Ranavalona III, Dernière Reine de Madagascar" et publié par les Éditions Poisson Rouge OI. Enfin, cet événement commémoratif a permis aux organisateurs de rappeler que nous célébrons cette année le 355e anniversaire de la naissance du peuple réunionnais, avec l'arrivée des 10 premiers Malgaches à La Réunion.

**L.B.**



La plaque.

## In kozman pou la rout

« Fouyapin, l'èr li tonm li pouri. Pinpin, l'èr li tonm li ropouss »

Finalman ou lé lib. Ninport kisa, dann la vi, i pé tonm atèr. Kisoï in késtyon larzan, kisoï in késtyonn lonèr, kisoï mèm in késtyonn privilèz, kisoï in bèl sagram lamour. Oplis ou i tonm ba, oplis ou i robonm o : sa i vé dir ou i pé ansort aou si ou i trouv in tiktak pou robonbé. Sa lé vré mé si ou lé fouyapin, ou i kraz atèr, ou i pouri, ou i santi mové é si ou sé pinpin ou i ropouss. L'onm lé konmsa, ni vé ni vé pa, néna dé kalité sak i ropran favèr é sak i arlèv pi. Moin té i oi d'moun dann tan siklone : bann pli for siklone la pankor fini zot l'aprè rodress z'ot kaz. Bann pli fèb i aspèrè solèye pou rann kont lo mèr. Alé ! Mi done azot lo tan pou roflèshi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## Développement durable : matinée citoyenne a la bibliothèque Alain Lorraine à Saint-Denis

### **CINOR, CESAME et ARS à pied d'œuvre**



Les partenaires de l'action devant la bibliothèque du quartier de la Source..

Le site de la bibliothèque intercommunale Alain Lorraine (Saint-Denis) a été récemment le théâtre d'une nouvelle et éclatante démonstration de l'élan collectif autour du Mieux-Vivre Ensemble à l'initiative de la CINOR, de l'Association CESAME et de l'ARS. Autant de partenaires qui se sont mobilisés pour ouvrir une nouvelle brèche dans le mur de l'exclusion sociale à travers une matinée d'actions centrées sur l'information, la sensibilisation autour de la lutte anti vectorielle, le tri sélectif, notamment.

L'Association CESAME, l'ARS ainsi que la CINOR se sont, récemment, retrouvés autour d'une grande matinée d'information et de sensibilisation à la bibliothèque intercommunale Alain Lorraine du quartier de La Source à Saint-Denis, dirigée par Stéphanie Vitry.

Une matinée d'actions citoyennes à laquelle les enfants ont massivement participé mais que les adultes se sont également appropriée. A travers différents supports tels que jeux,

questionnaires, les différents partenaires ont créé des espaces propices à une plus grande sensibilisation des petits et grands aux enjeux environnementaux relevant de leurs champs de compétences respectifs. CESAME et ARS se sont particulièrement unis pour vulgariser la lutte anti-vectorielle, un but pas si éloigné de celui poursuivi par l'équipe de la CINOR, pilotée par Jean-Claude Fontaine, infatigables ambassadeurs du Développement Durable, qui une fois de plus, avait remis le métier sur l'ouvrage en rappelant les gestes éco-citoyens en matière de tri sélectif.

La présence de jeunes, recrutés sur la base d'un emploi civique par l'ARS est venue renforcer l'aspect prometteur de la démarche partenariale engagée autour du Mieux-Vivre : en effet, la transmission par des jeunes à peine sortis de l'adolescence mais ô combien conscients de la nécessité de transmettre à leurs cadets des rudiments nécessaires au Savoir et à la Connaissance a mis en exergue la dimension citoyenne de cette matinée qui a constitué, en

somme, une précieuse contribution à la cohésion sociale en ajoutant une pierre supplémentaire au vaste édifice portant sur l'émergence de la société de demain : une société dans laquelle nos citoyens de demain seront des acteurs actifs, conscients et éveillés aux enjeux liés à un plus grand épanouissement humain en harmonie avec les impératifs environnementaux. Un double défi au cœur des orientations de l'autorité territoriale de la CINOR, représentée par Gérard Maillot, à travers, notamment le Projet de Territoire, qui se veut comme un instrument au service du développement solidaire, durable, au-delà de l'échelle du territoire intercommunal. Un Projet de Territoire en phase avec le Plan Climat Energie Air Energie (PCAET) dont la CINOR, sous l'égide de sa direction de Développement Durable, s'est dotée, devenant ainsi la première communauté d'agglomération de l'île, à répondre par ce biais, à une des recommandations de la loi sur la Transition énergétique.

**M.S.**



Olivier Akorke de l'association CESAME, et Stéphanie Vitry, directrice de la Bibliothèque Alain Lorraine.

# Oté

## La vi éstraordinèr in l'ansien prézidan l'Uruguay : la vi Pépé Mujica-morso niméro1

Néna lontan mi vé parl in moun konmsa mé moin téi gingn pa lokazyon pou vréman. Zordi mi gingn lokazyon pars Didier Robert prézidan konsèy réjyonal la déside fé fortune rouvèrtman é dovan toulmoun, san ont, avèk larzan piblik konm zot i koné. Ala mi adrèss ali lo bonzour José Mujica, in l'ansien prézidan in péi l'amérik di sid i apèl l'URUGUAY. Mi anvoye sa pou li an souvnans tousa bann moun na poin sink san éro par moi pou zot viv, pou tousa d'moun la fin di moi i komans avan lo kinz.

Ala in promyé parol gran mésyé-la :

« Mi doi dir moin lé ingra. Mi dovré kroir Bondyé pars moin la pass dann tout difikilté. Zordi moin lé ankor vivan vi k'moin la fine dépass lo laz katrovin z'ané. ». Ala sak José téi déklar in zournalis dann tan li lété prézidan la républik l'uruguay dann son kaz néna zis 45 mète karé, lo mir tash-tashé, pa tro loin la kapital Montevideo.

Mésyé-la lé koni par son bann diskour kont la sosyéété la konsomasyon épi pars li la otoriz plant zamal pou ansèrv konm médikaman. Li la otoriz lo maryaz rant moun mèm sèks épi la prokréasyon. Avèk li lo péi néna bann loi sosyal an parmi sak lé plis évolyé dsi la tèr. Li la fé donn lotorizasyon pou bann demoun avorté é sa la fé in bèl dézord dann in péi demoun i pratik la rolizyon katolik..

Lo prézidan lo pli pov ké l'avé.

Kan lo pèp la mète ali prézidan li la desid kontinyé viv dann son fèrm é li la pa vouli alé viv dann lo palé lo prézidan. Li la gard dis pour san son salèr pou li, é li la done katrovindis pour san bann z'asosyasyon pou amenn bann nouvo projé sosyal..A té soué mésyé Didier !.

Névan dann l'izolman dsi katorz zané la prizon.

Lo prézidan i rogard toultan an diréksyon l'avnir ; li lansien gériyéro, lo tupamaro, é l'ansien prizonyé la pass katorz zané dann la prizon épi nèf z'ané dann l'izolman. Li téi di : «Mi pans dann mon gouvèrnman nou la toultan vèye la fason bann jenn i manifès z'ot zidé». Aprésa li té i di ankor : zot la vi bann kandida pou zéléksyon prézidansyèl i mète pa kravate mé rapèl azot bien lo promyé dépitè la pa mète kravate sé moin.

Pépé mujica la akèye an om lib plizyèr prizonyé la baz amérikène Guantanamo (Cuba) épi li la akèye galman plizyèr migran La syrie, sirtou in bann zanfàn-mèm si bonpé zéléktèr téi konpran pa sa !

La pankor fini

*Justin*